

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : 41080C

Inscrit le 26 avril 2018

Audience publique du 12 juin 2018

**Appel formé par
les époux ... et ... et consorts, ...,
contre
un jugement du tribunal administratif du 26 mars 2018 (n° 39473 du rôle)
dans un litige les opposant à
une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale**

Vu l'acte d'appel, inscrit sous le numéro 41080C du rôle, déposé au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2018 par Maître Guy THOMAS, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Albanie), et de son épouse, Madame ..., née le ... à ..., agissant tant en leur nom personnel qu'au nom et pour le compte de leurs enfants mineurs communs ..., né le ... à ..., et ..., née le ... à ..., tous de nationalité albanaise, demeurant ensemble à L-..., dirigé contre un jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 26 mars 2018 (n° 39473 du rôle), les ayant déboutés de leur recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 28 mars 2017 refusant de faire droit à leur demande en obtention d'une protection internationale, ainsi qu'à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe de la Cour administrative le 18 mai 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Mariana LUNCA, en remplacement de Maître Guy THOMAS, et Madame le délégué du gouvernement Stéphanie LINSTER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 juin 2018.

Le 23 novembre 2015, Monsieur ... et son épouse Madame ..., accompagnés de leurs enfants mineurs ... et ..., ci-après désignés par les « *consorts* ... », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par la « *loi du 18 décembre 2015* ».

Par décision du 28 mars 2017, notifiée aux intéressés par courrier recommandé expédié le 29 mars 2017, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par le « *ministre* », rejeta la demande de protection internationale des consorts ... comme étant non fondée sur base des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015, tout en leur ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 avril 2017, les consorts ... firent introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision du ministre du 28 mars 2017 refusant de faire droit à leur demande en obtention d'une protection internationale, ainsi qu'à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

Dans son jugement du 26 mars 2018, le tribunal administratif reçut ce recours en la forme, mais le rejeta comme étant non fondé en ses deux volets.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2018, les consorts ... ont fait régulièrement relever appel de ce jugement du 26 mars 2018.

A l'appui de leur appel, ils expliquent plus particulièrement avoir quitté l'Albanie en novembre 2015 parce que Monsieur ... aurait été victime de persécutions en raison de sa connaissance d'informations d'Etat classifiées « *secrètes* » et de discussions délicates menées par le directeur de la poste de ..., notamment sur l'affaire du meurtre de l'homme d'affaires ...il y a vingt ans, auxquelles il aurait assisté dans le cadre l'exercice de sa fonction de chauffeur auprès de la poste secrète de Il aurait en effet pu comprendre que le gouvernement de l'époque aurait été impliqué dans l'assassinat de ...et que quoique l'auteur présumé du meurtre, condamné par contumace, serait toujours recherché par mandat d'arrêt international, il aurait disparu depuis 2011 et toute tentative de réouverture du dossier devrait être empêchée dans l'intérêt de certaines personnes haut placées. Contrairement à l'appréciation du ministre et du tribunal, ces informations seraient de nature secrète et auraient eu pour conséquence qu'il serait devenu, du moins potentiellement, une cible de l'Etat albanais.

Ils font valoir que Monsieur ... aurait été approché en mars et en juillet 2012 par un dénommé ..., personne connue en tant que criminel et condamnée pour de multiples délits, qui l'aurait interpellé au sujet du meurtre de ...en prétendant connaître les circonstances de ce meurtre et en demandant son aide pour la divulgation de ces informations et qui l'aurait menacé de ne pas mettre sa famille en danger suite à son refus de collaboration. Le 9 septembre 2012, leur locataire ayant occupé l'appartement situé au 9^e étage à côté de celui dans lequel ils auraient eux-mêmes vécu à l'époque aurait trouvé la mort en tombant de la fenêtre et la police aurait affirmé qu'il se serait suicidé en raison d'une dépression suite à la rupture avec sa fiancée. Dans la mesure où, d'après les parents du locataire, celui-ci n'aurait jamais été dépressif et n'aurait pas eu de fiancée et où Monsieur ... aurait reçu le jour même de cet incident un appel téléphonique anonyme dont l'auteur aurait eu pour seule réaction un « *Wow* » lorsqu'il aurait décroché en indiquant son nom, il aurait compris qu'il aurait dû être tué et que le locataire n'ayant vécu dans cet appartement depuis peu de temps seulement aurait été tué par méprise. Craignant avoir été la cible de l'assassinat en raison de sa connaissance

de secrets d'Etats, Monsieur ... aurait dévoilé ses problèmes au directeur de la poste de ... en le rassurant qu'il ne divulguerait aucun secret et ledit directeur lui aurait indiqué que rien n'allait lui arriver. En novembre 2012, ... aurait été assassiné dans le cadre d'une prétendue vendetta. Les appelants soulignent qu'ils n'affirmeraient pas que leur locataire aurait été tué par l'Etat albanais mais seulement que Monsieur ... serait la cible réelle en raison des secrets d'Etat dont il aurait connaissance et qu'il serait bien probable qu'il aurait été la cible d'... et que ce dernier aurait été tué, sous le couvert d'une prétendue vendetta, par l'Etat albanais suite à la discussion de Monsieur ... avec le directeur de la poste de

Suite aux élections de juin 2013 et à la victoire du parti socialiste, le directeur de la direction des informations classifiées aurait été remplacé et Monsieur ... aurait reçu en septembre 2015 un appel anonyme lui demandant de faire disparaître le dossier 197-4 et de l'envoyer à une certaine adresse au lieu de celle indiquée sur le courrier. Tout en sachant qu'une demande tellement précise avec indication du numéro du courrier pouvait seulement émaner d'une personne interne à la direction des informations classifiées en exécution d'un ordre d'une personne hautement placée, Monsieur ... aurait cependant refusé d'y donner suite et aurait délivré le courrier en question à son destinataire. A la fin octobre, des inconnus auraient tiré à partir d'une voiture en marche sur Monsieur Alors même qu'il n'aurait pas pu voir ses agresseurs en échappant aux balles, Monsieur ... serait convaincu qu'ils auraient nécessairement fait partie de la direction des informations classifiées et que son seul ennemi aurait été la personne anonyme à la demande de laquelle il n'aurait pas accédé. Dans la mesure où ce seraient donc des personnes relevant de l'Etat qui auraient eu l'intention de le tuer, Monsieur ... n'aurait pas dénoncé l'agression contre sa personne aux autorités étatiques compétentes et aurait préparé sa fuite vers le Luxembourg.

Les appelants insistent ensuite sur l'impossibilité de prouver l'origine de l'appel téléphonique ou encore le contenu du dossier que Monsieur ... aurait dû faire disparaître, de sorte qu'on ne saurait lui reprocher de ne pas avoir rapporté la preuve matérielle de ces faits. Il en serait de même en ce qui concerne les coups de feu dont il lui serait impossible de prouver la réalité au vu du fait que Monsieur ... aurait été tout seul dans la rue au moment des faits. Ils font, finalement, valoir qu'il ne pourrait pas leur être reproché de ne pas avoir dénoncé les menaces et les agressions à la police, au motif que l'auteur des agressions ferait partie de l'Etat albanais lui-même, de sorte que la question d'une protection effective de l'Etat d'origine ou de la possibilité d'une fuite interne ne se poserait pas.

En droit, les appelants reprochent de prime abord au ministre d'avoir basé sa décision sur un examen superficiel et insuffisant des faits et au tribunal d'avoir pareillement procédé à un examen erroné en droit et en fait.

Après avoir rappelé que le juge administratif serait tenu de procéder à un réexamen en fait et en droit et s'être référés aux articles 10, 37 et 41 de la loi du 18 décembre 2015, ils soutiennent que, contrairement à l'analyse ministérielle que leur récit resterait à l'état de pure allégation, ils établiraient à suffisance une crainte fondée d'être persécutés sinon mis en danger de mort dans leur pays d'origine en raison, d'une part, du refus de Monsieur ... d'avoir exécuté un ordre émanant d'une personne interne à la direction des informations classifiées et, d'autre part, de sa connaissance de « *secrets d'Etat* », tant le ministre et le tribunal ayant omis de tenir suffisamment compte du moment décisif auquel l'Etat albanais se serait retourné contre Monsieur Ils considèrent dès lors qu'au vu de la situation particulière de Monsieur ..., une crainte raisonnable et justifiée de persécution devrait être retenue dans leur chef, de sorte que la décision ministérielle litigieuse aurait été prise en violation de la loi, sinon d'un excès ou d'un détournement de pouvoir sinon d'une erreur manifeste d'appréciation.

Quant à la protection subsidiaire, les appelants soutiennent que leur récit démontrerait parfaitement qu'il y aurait des motifs sérieux et avérés qui permettraient de croire qu'ils courraient un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, en ce qu'ils auraient précisément établi dans leur chef la crainte de se voir infliger la peine de mort ou de se faire exécuter, le risque de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants et, enfin, le risque de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre leur vie en raison d'une violence en cas de conflit armé interne ou international.

Relativement à l'ordre de quitter le territoire, les appelants invoquent le principe de précaution dont l'application devrait empêcher, au vu de leur récit indiquant un risque de persécutions à leur égard dans leur pays d'origine, un retour forcé vers l'Albanie. Ils critiquent le tribunal pour avoir déclaré irrecevable leur recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire en faisant valoir que la demande en annulation dudit ordre serait le fruit d'une erreur matérielle et qu'une réformation de cet ordre aurait été visée en réalité.

Il se dégage de la combinaison des articles 2 h), 2 f), 39, 40 et 42, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 décembre 2015, que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond y définis, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe 1^{er}, de la loi du 18 décembre 2015, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40 de ladite loi, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

L'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis à la double condition que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c) de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 39 et 40 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire. La loi du 18 décembre 2015 définit la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle était renvoyée dans son pays d'origine, elle « *courrait un risque réel de subir des atteintes graves définies à l'article 48* ».

Les premiers juges ont encore souligné à juste titre que dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'entre elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire. En outre, l'examen de la situation personnelle du demandeur de protection internationale, tout en prenant en considération la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance, ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais comporte également l'appréciation de la valeur des éléments de preuve et de la crédibilité des déclarations du demandeur. Les premiers juges ont encore justement admis que si, comme en l'espèce, des éléments de preuve font défaut pour étayer les déclarations du demandeur de protection internationale, celui-ci doit bénéficier du doute en application de l'article 37, paragraphe (5), de la loi du 18 décembre 2015 si, de manière générale, son récit peut être considéré comme crédible, s'il s'est réellement efforcé d'étayer sa demande, s'il a livré tous les éléments dont il

disposait et si ses déclarations sont cohérentes et ne sont pas en contradiction avec l'information générale et spécifique disponible.

C'est à bon escient que les premiers juges ont relevé le fait que dès lors que l'élément qui fait défaut touche à l'auteur des persécutions ou des atteintes graves, aucun des deux volets de la demande de protection internationale ne saurait aboutir, les articles 39 et 40 de la loi du 18 décembre 2015 s'appliquant, comme relevé ci-avant, tant à la demande du statut de réfugié qu'à celle de la protection subsidiaire.

En l'espèce, en ce qui concerne les menaces que Monsieur ... déclare avoir reçues de la part du dénommé ... pour le convaincre de l'aider à divulguer des informations concernant l'affaire de disparition du dénommé ... et la mort du locataire des appelants que ces derniers entendent voir également imputée au premier nommé, force est de constater que dans la mesure où Monsieur ... est décédé en 2012, les appelants ne peuvent plus se prévaloir à l'heure actuelle d'un risque de faire l'objet de nouvelles menaces de la part de celui-ci.

Le risque essentiel que les appelants peuvent encore utilement mettre en avant à partir de leur récit résulte ainsi du volte-face de l'attitude de la direction des informations classifiées à l'égard de Monsieur ... suite au changement de directeur de cette administration et à son refus de faire disparaître un courrier et qui s'est concrétisé dans l'attaque armée contre Monsieur ... un soir d'octobre 2015 dans la rue.

Or, à l'instar des premiers juges, il convient de relever qu'il ne ressort pas du récit de Monsieur ... que la demande anonyme par téléphone de faire disparaître un certain dossier ait été faite sous la menace. En outre, même s'il affirme avoir été seul dans la rue au moment pertinent, il ne fait que supposer que les tirs de balles lui étaient effectivement destinés et qu'ils auraient un lien avec les informations dont il disposerait dans l'affaire de disparition de ..., respectivement avec son refus de faire disparaître un dossier secret, sans toutefois que cette affirmation ne soit sous-tendue par le moindre élément tangible, Monsieur ... admettant, par ailleurs, ignorer ce que contenait ce dossier en particulier.

La Cour rejoint ainsi les premiers juges dans leur conclusion que cet incident unique, même cumulé avec l'appel anonyme précité, ne saurait à lui seul justifier l'existence dans le chef des appelants d'une crainte fondée et actuelle de subir des persécutions ou des atteintes graves en cas de retour dans leur pays d'origine. En effet, sans éléments plus concrets indiquant la réalité de l'origine des persécutions alléguées, les craintes mises en avant à cet égard par les appelants par simple déduction à partir de faits non nécessairement liés traduisent davantage un sentiment général d'insécurité qui ne saurait toutefois justifier l'octroi de l'un des statuts conférés par la protection internationale.

Il s'y ajoute que les appelants ont quitté leur pays d'origine dès ce premier incident concret sans tenter auparavant une quelconque démarche en vue d'obtenir une protection de la part de l'Etat albanais, étant précisé que la circonstance que les appelants situent les acteurs des persécutions ou atteintes graves invoqués dans le giron des services secrets de l'Etat albanais n'est pas de nature à justifier *de plano* la conclusion que toute recherche de protection étatique serait vaine.

Il s'ensuit que les appelants n'ont pas fait état et n'ont pas établi des raisons de nature à justifier dans leur chef dans leur pays de provenance une crainte justifiée de persécution pour les motifs énumérés à l'article 2, *sub* f), de la loi du 18 décembre 2015, respectivement qu'il existerait des motifs sérieux et avérés de croire qu'ils encourraient, en cas de retour dans leur pays d'origine, un risque réel et avéré de subir des atteintes graves au sens de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015.

Par voie de conséquence, le tribunal est à confirmer en ce qu'il a décidé que les appelants ne remplissent pas les conditions requises pour prétendre au statut de réfugié, ni à celui de la protection subsidiaire et que le ministre a dès lors valablement pu rejeter la demande de protection internationale comme non fondée, de sorte que l'appel n'est pas fondé en ce volet.

En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire, il y a lieu de rappeler que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre l'ordre de quitter le territoire exprimé par le ministre dans le cadre d'une décision de rejet d'une demande de protection internationale. D'un autre côté, si, dans une matière dans laquelle la loi a institué un recours en réformation, le demandeur conclut à la seule annulation de la décision attaquée, le recours est néanmoins recevable dans la mesure où le demandeur se borne à invoquer des moyens de légalité, et à condition d'observer les règles de procédure spéciales pouvant être prévues et des délais dans lesquels le recours doit être introduit (cf. Cour adm. 30 mai 2000, n° 11891C et autres décisions y visées, Pas. adm. 2017, V° Recours en réformation, n° 2).

Dans la mesure où les appelants ont respecté les règles de procédure spéciales prévues par l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015, c'est partant à tort que les premiers juges ont déclaré le recours en annulation dirigé contre l'ordre de quitter le territoire irrecevable.

Néanmoins, au-delà de la simple mention du principe de précaution, les appelants ne formulent pas de moyen à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la décision de refus de la protection internationale, si ce n'est qu'en cas d'octroi de la protection internationale, l'ordre de quitter le territoire devrait être annulé.

Or, comme le jugement entrepris est à confirmer en tant qu'il a rejeté la demande en octroi du statut de la protection internationale dans tous ses volets pertinents et que le refus dudit statut entraîne, automatiquement, l'ordre de quitter le territoire, l'appel dirigé contre le volet de la décision des premiers juges ayant refusé d'annuler cet ordre est encore à rejeter comme n'étant pas fondé.

Il suit des considérations qui précèdent que le jugement entrepris du 26 mars 2018 est à confirmer en ce qui concerne le refus de la protection internationale aux appelants, mais qu'il encourt la réformation partielle en ce sens que le recours en annulation des appelants à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire est recevable en la forme, mais qu'il est à rejeter comme étant non fondé.

PAR CES MOTIFS

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause,
reçoit l'appel du 26 avril 2018 en la forme,
au fond, le déclare partiellement justifié,

partant, par réformation du jugement entrepris du 26 mars 2018, reçoit le recours en annulation des appelants à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire en la forme, mais le rejette comme étant non fondé,

confirme le jugement entrepris pour le surplus et déboute les appelants de leur appel dans la même mesure,

condamne les appelants aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Serge SCHROEDER, premier conseiller,

Lynn SPIELMANN, conseiller,

Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu à l'audience publique du 12 juin 2018 au local ordinaire des audiences de la Cour par le premier conseiller, en présence du greffier assumé de la Cour Colette MORIS.

s. MORIS

s. SCHROEDER